

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 07/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BARDAT Sarl (la Tour de Bourges)**

La Tour de Bourges  
45220 Triguères

Références : n°449/2024  
Code AIOT : 0010003764

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2024 dans l'établissement BARDAT Sarl (la Tour de Bourges) implanté La Tour de Bourges 45220 Triguères. L'inspection a été annoncée le 17/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle annuel de l'inspection du fait de la mise en demeure de la société.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BARDAT Sarl (la Tour de Bourges)
- La Tour de Bourges 45220 Triguères
- Code AIOT : 0010003764

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située au lieu-dit « La Tour de Bourges » sur le territoire de la commune de TRIGUERES. Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaire dont la superficie autorisée est de 1 ha 70 a 33 ca. La production maximale autorisée est de 15 000 tonnes par an, pour une moyenne annuelle de 5 000 tonnes. Lors de l'inspection, il a été constaté qu'aucune extraction n'a eu lieu depuis 2019, 2020 et 2021. Le site dispose d'un arrêté d'autorisation de poursuivre l'activité du 8 février 2021.

Pour accéder à cette installation, il faut traverser un site soumis à déclaration appartenant à la société BARDAT conformément au dossier initial déposé.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 6  | Eaux souterraines     | Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 8.1.1   | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 7  | Extraction hors d'eau | Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 2.3.3.1 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | Astreinte                                                                                                                  | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                               | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information        |
|----|-------------------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1  | Montant des Garanties financières               | Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 1.6.2. | /                                                                                                          | Levée de mise en demeure |
| 2  | Acte de cautionnement des garanties financières | Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 1.6.3. | /                                                                                                          | Levée de mise en demeure |

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information        |
|----|------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 3  | Exploitation des installations – Bornage | Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 2.2.2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                               | Levée de mise en demeure |
| 4  | Contrôle des accès                       | Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 7.2.2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                               | Levée de mise en demeure |
| 5  | Zones dangereuses                        | Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 7.2.5 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                               | Levée de mise en demeure |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Montant des Garanties financières

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 1.6.2.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, valeurs de surfaces déterminant le montant des garanties financières                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] L'exploitation est menée en 4 périodes de 5 ans chacune. A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). [...]<br>Le plan de phasage figurant en annexe du présent arrêté présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courrier du 20 juin 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection la réactualisation du montant des garanties financières évalués sur la base des valeurs S1 à S3 actualisés.<br>Ces valeurs figurent sur le plan de phasage actualisé.<br><br><b>Plus d'écart constaté sur ce point.</b>                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 2 : Acte de cautionnement des garanties financières

|                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 1.6.3. |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Acte de cautionnement                 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitation est menée en 4 périodes de 5 ans chacune. A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). [...]</p> <p>Au plus tard dans les 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, dans les conditions prévues par le présent arrêté et sur la base des plans figurant en ses annexes, l'exploitant adresse au préfet :</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'acte de cautionnement a été transmis par l'exploitant à la préfecture du Loiret en mai 2024. Il couvre la période d'activité du 18 avril 2024 au 20 juin 2028.</p> <p><b>Plus d'écart constaté sur ce point.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

### N° 3 : Exploitation des installations – Bornage

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 2.2.2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornage</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2024</li> </ul>                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,</li> <li>• le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage le jour de la visite l'inspection s'est rendu sur le lieu théorique d'implantation de bornes. L'inspection a pu accéder aux bornes qui ont été dégagées et repérées grâce à des poteaux dont l'extrémité était peinte en rouge-orange.</p>                                                                                                                                                                                    |

|                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>L'écart peut être soldé.</b>                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>pour rappel : Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                            |

#### N° 4 : Contrôle des accès

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 7.2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2024</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le périmètre de la carrière et de l'installation de traitement était clos par un grillage de type Ursus. Le seul accès à la carrière est l'entrée du site de traitement. Entre le site de traitement des matériaux et la carrière qui du point de vue administratif sont deux installations indépendantes disposant de leur propre arrêté d'autorisation, l'exploitant a matérialisé la limite séparative par des poteaux reliés par deux rangées de chaînes de couleurs rouge et blanche. La division du site a été réalisée car les autorisations de carrière sont délivrées pour une durée déterminée alors que ce n'est pas le cas pour les installations de traitement.<br><br>Un portail à l'entrée des deux sites est présent.<br><br><b>L'écart est soldé</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 5 : Zones dangereuses**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 7.2.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Affichage et information des dangers                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2024</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace implantée au minimum à 10 m des bords de l'excavation, ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation). Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockages des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>                                                                                                                                                                                 |
| <b>Constats :</b> <p>Lors d'une visite du site en 2021, l'inspection avait constaté que la clôture situé à l'Est de la carrière était implantée à quelque mètre du front de taille. Ce front de taille est vertical et d'une hauteur d'environ 10m. Cette zone doit être protégée par une clôture implantée à plus de 10 m du bord.</p> <p>Lors de la dernière visite, l'inspection a pu constater qu'une seconde clôture a été installée sur la limite de parcelle soit au delà du chemin qui bordait l'ancienne clôture. Dans ces conditions, l'accès au zone dangereuse est bien sécurisé et de pancartes indiquent l'interdiction de passer la clôture du fait de danger.</p> <p>La nouvelle clôture est désormais à 10 m du bord du front de taille.</p> <p><b>L'écart peut être soldé</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 6 : Eaux souterraines**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 8.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2024</li></ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines est constitué a minima de 2 piézomètres (Pz1 en amont hydraulique et Pz2 en aval hydraulique).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours du mois d'octobre 2023, l'exploitant a transmis un rapport de la société BIOS relatif à l'étude hydro-biologique pour la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines. Cette étude a été complétée en avril 2024 par une proposition d'emplacement de piézomètres et une description de leurs caractéristiques.</p> <p>Cette étude est en cours d'instruction par l'inspection. Néanmoins l'exploitant a présenté plusieurs demande de devis relatifs à la réalisation de ces piézomètres ( EXEAUTP, Agri-environnement, SOFITER, SOFORA, BOUDOT, VANINGEN FORAGE, FORACLEAN, GINGER...) Seul EXEAUTP a répondu à la demande. La profondeur des piézomètres étant importante, peu de société sont en mesure de les réaliser. Le cout est estimé 63 000€.</p> <p><b>Dans l'attente de la conclusion de l'instruction de l'étude, l'inspection ne propose pas de nouvelle suite mais maintien l'écart et la consignation déjà perçue.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 7 : Extraction hors d'eau**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 2.3.3.1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extraction hors d'eau</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2024</li> </ul> |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le carreau de la carrière a pour cote minimale 130 m NGF. L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle mécanique sans usage d'explosif sur plusieurs fronts de taille d'une hauteur maximale de 15 mètres.</p>                                                                                                   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Sur la base des derniers relevés topographique réalisés pour l'élaboration du plan d'exploitation annuel, l'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que le carreau de la carrière est bien calé à la côte 126 m NGF et non à 130 m NGF comme</li> </ul>                                                      |



indiqué sur l'arrêté.

- que la hauteur du front de taille situé au sud est de la carrière fait plus de 15 m de hauteur.
- que les extractions ont bien été réalisées à la pelle et sans explosif.

**Écart : La cote du carreau et la hauteur maximale des fronts de taille ne sont pas respectées.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 6 mois